

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/REG66/3**

15 mars 2000

(00-1058)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

## ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE ISRAËL ET LA SLOVÉNIE

### Communication des Parties

Les Missions permanentes d'Israël et de Slovénie ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres de l'OMC.

#### **I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD**

##### **1. Membres, dates de signature, ratification et entrée en vigueur**

Les Parties à l'Accord sont l'État d'Israël et la République de Slovénie. L'Accord s'applique aux territoires douaniers et aux zones libres de l'État d'Israël et de la République de Slovénie.

L'Accord a été signé le 13 mai 1998 et a été appliqué provisoirement depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1998. L'Accord a été ratifié par l'État d'Israël le 5 juillet 1998, et entrera en vigueur le premier jour du mois après que la République de Slovénie aura notifié à l'État d'Israël que ses conditions internes en vue de l'entrée en vigueur auront été remplies.

L'Accord a été notifié au Conseil du commerce des marchandises le 18 décembre 1998, conformément à l'article XXIV:7 a) du GATT de 1994.

##### **2. Type d'Accord**

L'Accord crée une zone de libre-échange telle que définie à l'article XXIV:8 b) du GATT de 1994.

##### **3. Portée**

La zone de libre-échange établie par l'Accord définit le cadre des relations futures entre l'État d'Israël et la République de Slovénie.

L'Accord porte sur tous les échanges de produits industriels (chapitres 25 à 97 du Système harmonisé, SH), et sur l'essentiel des échanges de produits agricoles (chapitres 1 à 24 du SH). Les produits visés sont les produits originaires de l'État d'Israël ou de la République de Slovénie conformément aux règles d'origine énoncées dans l'Accord.

Les produits agricoles visés par l'Accord sont énumérés dans l'annexe A du Protocole n° 2 de l'Accord pour la République de Slovénie et dans l'annexe B du Protocole n° 2 de l'Accord pour l'État d'Israël.

L'article 11.4 de l'Accord prévoit que les Parties examinent périodiquement, dans le cadre du Comité mixte, les possibilités de s'accorder mutuellement d'autres concessions touchant aux échanges de produits agricoles.

#### 4. Données commerciales

L'Accord porte sur les échanges totaux suivants:

République de Slovénie – Importations en provenance d'Israël  
(dollars EU)

	Échanges totaux	Échanges visés	Pourcentage des échanges visés
1996	48 456 319	48 387 981	99,9
1997	72 166 028	72 087 292	99,8
1998	35 588 183	35 532 004	99,8

État d'Israël – Importations en provenance de la République de Slovénie  
(dollars EU)

	Échanges totaux	Échanges visés	Pourcentage des échanges visés
1996	9 139 220	9 027 066	98,8
1997	8 555 157	8 492 090	99,3
1998	9 832 043	9 771 389	99,4

Des statistiques détaillées figurent en annexe.

## II. DISPOSITIONS COMMERCIALES

### 1. Restrictions à l'importation

#### 1.1 Droits de douane et impositions

Conformément à l'article 3.2 de l'Accord et comme le prévoit le Protocole n° 1 de l'Accord, les droits de douane perçus sur toutes les marchandises originaires reprises aux chapitres 25 à 97 du SH, excepté celles dont la liste figure dans les Annexes I et II de l'Accord et dans les annexes A, B, C et D du Protocole n° 1 de l'Accord, sont supprimés à la date d'entrée en vigueur de l'Accord.

Les droits de douane sur les produits énumérés dans les annexes A et C du Protocole n° 1 de l'Accord sont progressivement réduits par les Parties conformément au calendrier indiqué dans le Protocole n° 1 de l'Accord pour être éliminés au 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Les droits de douane sur les produits énumérés dans l'Annexe II de l'Accord et dans les annexes B et D du Protocole n° 1 de l'Accord sont progressivement réduits par les Parties conformément au calendrier indiqué dans le Protocole n° 1 de l'Accord pour être éliminés au 1<sup>er</sup> septembre 2000.

Dans le cas des produits agricoles (chapitres 1 à 24 du SH) et de l'Annexe I de l'Accord, des concessions spécifiques, sous forme de droits préférentiels et/ou de contingents tarifaires relatifs à un vaste éventail de produits, sont énumérées dans les annexes A et B du Protocole n° 2 de l'Accord.

Les produits agricoles (chapitres 1 à 24 du SH) qui ne figurent pas dans l'Annexe I ni dans le Protocole n° 2 de l'Accord, conformément à l'article 11.5 de l'Accord, sont échangés conformément aux dispositions des Accords sur l'OMC et du GATT de 1994 et aux engagements respectifs de chacune des Parties dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture.

L'article 5.2 de l'Accord prévoit que toutes les taxes ayant un effet équivalent à des droits de douane à l'importation sont éliminées à la date d'entrée en vigueur de l'Accord, sauf dispositions contraires figurant dans l'Annexe II de l'Accord.

#### 1.2 Restrictions quantitatives

L'article 8.1 de l'Accord prévoit qu'aucune nouvelle restriction quantitative à l'importation ni nouvelle mesure d'effet équivalent n'est appliquée dans les échanges entre les Parties.

L'article 8.2 de l'Accord prévoit que toutes les restrictions quantitatives et les mesures d'effet équivalent appliquées aux importations de produits originaires des Parties sont supprimées à la date d'entrée en vigueur de l'Accord. Sauf quelques exceptions énumérées dans l'Annexe III de l'Accord, les restrictions sont éliminées au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

### 2. Restrictions à l'exportation

#### 2.1 Droits de douane et impositions

L'article 7.1 de l'Accord prévoit qu'aucun nouveau droit de douane à l'exportation ni nouvelle taxe d'effet équivalent n'est introduit dans les échanges entre les Parties.

L'article 7.2 de l'Accord prévoit que les Parties éliminent tout droit de douane à l'exportation et toute taxe d'effet équivalent entre elles à la date d'entrée en vigueur de l'Accord.

#### 2.2. Restrictions quantitatives

L'article 9.1 de l'Accord prévoit qu'aucune restriction quantitative à l'exportation ni mesure d'effet équivalent n'est appliquée dans les échanges entre les Parties.

L'article 9.2 de l'Accord prévoit que, pour un nombre limité de produits, énumérés dans l'Annexe IV, chaque Partie se réserve le droit d'appliquer des restrictions quantitatives à l'exportation et des mesures d'effet équivalent.

### 3. Règles d'origine

Le Protocole n° 3 de l'Accord définit les règles d'origine. De façon générale, l'origine est conférée lorsque:

- la marchandise est entièrement obtenue ou produite sur le territoire d'une Partie; ou
- chacune des matières non originaires utilisées pour la production de la marchandise subit un changement de classification tarifaire applicable énoncé dans la règle spécifique concernant cette marchandise (détaillée à l'annexe II du Protocole n° 3), et que la marchandise satisfait à toute autre prescription applicable dans cette règle, par suite de la production effectuée entièrement sur le territoire d'une Partie; et

- la marchandise est conforme aux différentes conditions particulières définies dans le Protocole n° 3 de l'Accord.

Les règles d'origine permettent le cumul bilatéral d'origine entre les Parties, de sorte que les matières originaires d'une Partie sont considérées comme des matières originaires de l'autre Partie, lorsqu'elles sont incorporées à un produit de cette dernière provenance.

En outre, les règles d'origine prévoient une tolérance pouvant atteindre 10 pour cent pour les matières non originaires, à l'exception des produits relevant des chapitres 50 à 63 du SH, et 10 pour cent dans le cas du perfectionnement passif dans un pays non Membre.

Les règles d'origine spécifiques applicables à certains produits prévues aux annexes I et II du Protocole n° 3 de l'Accord sont identiques aux nouvelles règles de la Communauté européenne afin de faciliter le cumul de l'origine avec la Communauté européenne et avec d'autres pays liés par des accords de libre-échange avec l'État d'Israël et avec la République de Slovénie.

L'Accord prévoit l'interdiction de ristournes de droits de douane à compter du 31 décembre 2000.

#### **4. Normes**

##### **4.1 Obstacles techniques au commerce**

L'article 22.1 de l'Accord stipule que cet aspect des rapports entre les Parties est régi par l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.

L'article 22.4 de l'Accord stipule que les Parties engageront s'il y a lieu des négociations en vue de conclure des accords de reconnaissance mutuelle dans le domaine de l'évaluation de la conformité.

##### **4.2 Mesures sanitaires et phytosanitaires**

L'article 11.2 de l'Accord spécifie que les Parties appliquent leurs mesures sanitaires et phytosanitaires conformément aux dispositions du GATT de 1994 et des autres accords pertinents de l'OMC. Les Parties n'appliquent pas leurs règlements dans les domaines vétérinaire, sanitaire et phytosanitaire de façon à exercer une discrimination arbitraire ou injustifiée ou à imposer des restrictions déguisées à leurs échanges mutuels.

#### **5. Sauvegardes**

L'article 29 de l'Accord établit des procédures administratives concernant l'application de mesures de sauvegarde entre les Parties, en cas de pratique incompatible avec les règles de la concurrence (article 19), de mesures d'urgence appliquées aux importations de certains produits – les mesures de sauvegarde générales (article 25), de mesures adoptées en cas de réexportation ou de pénurie grave (article 27), et de manquement d'une Partie à une obligation découlant de l'Accord (article 28).

L'article 25.1 de l'Accord prévoit l'application de mesures de sauvegarde générales par une Partie, lorsqu'un produit est importé en quantité et dans des conditions telles qu'il cause ou menace de causer:

- un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents sur le territoire de la Partie importatrice; ou
- de graves perturbations dans un secteur de l'économie ou des difficultés de nature à entraîner une sévère détérioration de la situation économique d'une région.

L'article 25.2 de l'Accord prévoit que, lorsque la Partie importatrice considère que l'importation d'un produit en provenance de l'autre Partie n'est pas une cause substantielle du dommage grave ou de la menace de dommage grave, elle exempte le produit provenant de l'autre Partie de l'application de toute mesure de protection contre les importations qui peut être instituée à l'encontre des importations du même produit en provenance de pays tiers.

L'article 26 de l'Accord prévoit l'application de mesures exceptionnelles d'une durée limitée à l'égard d'industries naissantes ou de certains secteurs en cours de restructuration ou connaissant de graves difficultés. Les droits de douane appliqués au titre de ces mesures ne peuvent pas dépasser 25 pour cent *ad valorem* et doivent conserver un élément de préférence. La valeur totale des importations de produits qui sont assujettis à ces mesures ne peut pas dépasser 15 pour cent de la valeur totale des importations de produits industriels pendant la dernière année pour laquelle des statistiques sont disponibles. Ces mesures s'appliquent pendant une période qui ne peut pas dépasser trois ans et doivent cesser de s'appliquer au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

L'article 30.1 de l'Accord stipule que les Parties s'efforceront de ne pas imposer de mesures restrictives liées aux importations, à des fins de balance des paiements.

En cas de graves difficultés de balance des paiements, l'article 30.2 de l'Accord autorise les Parties à adopter des mesures restrictives dans les conditions définies par l'OMC/le GATT de 1994.

## **6. Mesures antidumping et mesures compensatoires**

L'article 23 de l'Accord prévoit que si une Partie constate l'existence d'un dumping au sens de l'article VI du GATT de 1994, dans les relations commerciales régies par le présent Accord, elle peut prendre des mesures appropriées contre cette pratique, conformément à l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994.

## **7. Subventions et aides publiques**

L'article 20 de l'Accord se rapporte à l'aide publique: l'article 20.3 de l'Accord prévoit que les Parties garantissent la transparence dans le domaine des aides publiques, conformément aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires et du GATT de 1994. L'article 20.4 de l'Accord prévoit que les mesures adoptées doivent être prises aux conditions et suivant la procédure définie à l'article 29 de l'Accord. Ces mesures appropriées ne peuvent être prises qu'en conformité avec les procédures et aux conditions énoncées dans l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires et le GATT de 1994, et conformément à la législation pertinente de la Partie importatrice.

## **8. Dispositions sectorielles**

L'Accord ne comporte pas de dispositions sectorielles.

## **9. Divers**

### **i) Coopération avec les douanes**

L'article 13.1 de l'Accord établit un cadre de coopération dans le domaine de l'administration des douanes, en particulier en ce qui concerne les méthodes de coopération en matière d'administration des règles d'origine.

### **ii) Monopoles d'État**

L'article 17.1 de l'Accord invite les Parties à veiller à ce que tout monopole d'État présentant un caractère commercial soit aménagé de manière à exclure toute discrimination entre les ressortissants des Parties quant aux conditions d'approvisionnement et de commercialisation des marchandises.

### **iii) Politique de la concurrence**

L'article 19 de l'Accord se rapporte aux règles de concurrence. L'article 19.5 de l'Accord spécifie qu'en ce qui concerne les activités visées par l'Accord et conformément aux lois, règlements et pratiques des Parties, toute Partie accorde un traitement juste et équitable aux particuliers, aux entreprises, aux organismes d'État et aux autres entités de l'autre Partie.

### **iv) Imposition intérieure**

L'article 14 de l'Accord interdit l'application sur le plan intérieur de toute mesure ou pratique de nature fiscale établissant une discrimination entre les produits originaires des Parties. Cet article interdit également les remboursements d'imposition intérieure supérieurs aux montants des impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

### **v) Paiements**

L'article 18 de l'Accord interdit les restrictions aux paiements en devises librement convertibles se rapportant à des transactions commerciales entre les Parties et se réfère à l'article VIII des Statuts du Fonds monétaire international.

### **vi) Marchés publics**

En ce qui concerne les marchés publics, en vertu de l'article 21.2 de l'Accord, les Parties élaborent progressivement leurs réglementations respectives en matière de marchés publics dans le but d'accorder aux fournisseurs de l'autre Partie l'accès aux procédures d'adjudication de leurs marchés publics respectifs.

En vertu de l'article 21.3 de l'Accord, le Comité mixte examine les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du présent article et peut formuler des recommandations concernant les modalités d'application des dispositions du paragraphe 2 du même article de manière à garantir le libre accès, la transparence et une ouverture mutuelle des marchés publics respectifs des Parties.

Aux termes de la Déclaration conjointe sur les marchés publics, chacune des Parties accorde aux entreprises de l'autre Partie l'accès aux procédures d'adjudication de ses marchés publics selon un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde aux entreprises de tout autre pays, tout en conservant sa législation en ce qui concerne ses propres entreprises.

vii) Propriété intellectuelle

En matière de propriété intellectuelle, en vertu de l'article 24.1 de l'Accord, les Parties accordent et assurent une protection suffisante, efficace et non discriminatoire des droits de propriété intellectuelle, à un niveau correspondant aux normes fondamentales des accords multilatéraux spécifiés à l'annexe V du présent accord.

### **III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD**

#### **1. Exceptions et réserves**

L'article 15 de l'Accord, conformément à l'article XX du GATT de 1994, autorise des restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit de marchandises, qui se justifient par des raisons liées à la moralité, l'ordre ou la sécurité publics, à la protection de la santé et de la vie des personnes ou des animaux ou à la préservation des végétaux, y compris les mesures environnementales nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux, ou à la préservation des végétaux; à la protection des trésors naturels ayant une valeur artistique, historique ou archéologique; à la protection de la propriété intellectuelle; à la mise en œuvre des réglementations concernant l'or ou l'argent ou la conservation des ressources naturelles épuisables.

L'article 16 de l'Accord comporte une disposition relative à la sécurité nationale, conformément à l'article XXI du GATT de 1994.

#### **2. Accession**

L'accord ne contient pas de dispositions concernant l'accession.

#### **3. Procédures de règlement des différends**

L'article 34 de l'Accord prévoit une procédure de règlement pour tout différend portant sur l'application ou l'interprétation de l'Accord, et qui consiste soit à saisir le Comité mixte qui règle le différend par voie de décision, soit à passer par un groupe de trois arbitres qui prennent leur décision à la majorité, dans un délai de 90 jours ou un délai plus long convenu par le Comité mixte.

#### **4. Rapports avec d'autres accords commerciaux**

L'accord incorpore certaines dispositions du GATT de 1994, notamment les articles VI, XX et XXI. Parmi les autres Accords de l'OMC/du GATT de 1994 figurent l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994, l'Accord sur l'agriculture et l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires.

Tel qu'indiqué à la section II, pour la protection des droits de propriété intellectuelle, l'Accord se réfère aux accords multilatéraux dont la liste figure à l'annexe V.

#### **5. Cadre institutionnel**

L'article 32 de l'Accord institue un Comité mixte composé des représentants des gouvernements des Parties. Le Comité mixte se réunit au moins une fois par an afin d'assurer la bonne mise en œuvre de l'Accord. Il examine toute question surgissant dans le cadre de l'Accord ainsi que toute autre question commerciale ou économique d'intérêt mutuel.

Le Comité mixte peut prendre des décisions dans les cas prévus par l'Accord et formuler des recommandations sur toute autre question commerciale et économique d'intérêt mutuel. Le Comité mixte peut constituer des sous-comités ou des groupes de travail propres à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches.



**ANNEXE**

Importations israéliennes en provenance de Slovénie  
(dollars EU)

Chapitre du SH	1996	1997	1998
1	0	0	0
2	0	0	0
3	0	0	0
4	0	0	0
5	0	0	0
6	0	0	0
7	0	0	0
8	0	0	0
9	0	0	71
10	0	0	6
11	0	0	0
12	8 943	0	0
13	0	0	0
14	0	0	0
15	0	0	0
16	0	0	0
17	78 938	18 583	57 678
18	48 508	49 311	39 784
19	0	0	0
20	33 216	0	0
21	0	0	0
22	0	44 484	2 976
23	0	0	0
24	0	0	0
25	0	0	0
26	0	0	0
27	0	67 650	0
28	0	0	0
29	254 581	232 754	277 976
30	0	2 725	500
31	0	0	0
32	83 815	112 153	88 477
33	10 077	9 862	6 633
34	18 534	0	0
35	0	0	0
36	0	0	0

Chapitre du SH	1996	1997	1998
37	230	250	210
38	7 628	0	10 597
39	255 537	692 444	189 141
40	1 032 717	1 197 658	1 656 342
41	307 866	346 026	199 082
42	0	454	0
43	0	0	0
44	13 126	12 132	10 753
45	0	0	0
46	0	0	0
47	78 281	0	0
48	653 077	1 706 615	2 168 851
49	144 562	194 067	799 898
50	0	0	0
51	352 763	54 341	0
52	0	0	0
53	0	0	0
54	118 983	0	0
55	17 394	0	0
56	24 736	16	5 108
57	0	0	0
58	0	0	5 914
59	25 178	957	41 332
60	0	0	325
61	2 060	43 075	10 467
62	56 831	77 755	232 240
63	46	232	0
64	20 797	19 902	2 592
65	0	5 541	0
66	55	0	0
67	0	0	0
68	62 225	133 535	69 881
69	35	40 248	7 693
70	124 062	433 430	194 331
71	0	3 238	0
72	69 348	1 110 209	524 024
73	40 502	41 882	21 695
74	0	0	51 163
75	0	0	0
76	929 397	140 985	40 460

Chapitre du SH	1996	1997	1998
77	0	0	0
78	0	0	207 784
79	22 673	70 089	0
80	0	0	0
81	0	0	0
82	56 355	118 082	114 143
83	144 528	302	143 040
84	305 873	786 801	1 270 863
85	257 775	279 649	720 807
86	3 193 543	0	0
87	0	556	159 278
88	0	28 848	0
89	0	1 954	0
90	70 838	106 063	206 483
91	0	13 669	41 220
92	0	0	0
93	0	0	0
94	183 024	332 345	246 691
95	26 372	2 918	2 742
96	3 192	21 367	2 792
97	999	0	0
Total	9 139 220	8 555 157	9 832 043

Importations slovènes en provenance d'Israël  
(dollars EU)

Chapitre du SH	1996	1997	1998
1	0	0	8 311
2	0	0	0
3	0	0	0
4	0	0	0
5	0	0	0
6	7 614	693	23 285
7	52 900	4 552	322
8	855 384	1 148 957	762 787
9	0	0	0
10	0	0	0
11	0	0	17
12	0	1 598	207
13	0	0	0
14	0	282	0
15	97	962	0
16	0	0	0
17	0	0	0
18	0	0	0
19	352	0	694
20	9 413	48 385	19 402
21	18 027	21 702	14 800
22	367	0	272
23	0	0	0
24	0	0	0
25	46 329	59 925	0
26	0	0	0
27	0	5 742 626	123
28	5 111 034	4 355 351	4 703 030
29	1 776 704	1 388 674	2 286 817
30	154 418	306 308	655 604
31	17 656	20 158	23 197
32	1 304	2 995	12 670
33	21 930	32 362	67 215
34	12 242	5 811	3 270
35	200	0	0
36	0	0	0
37	6 594	714	102

Chapitre du SH	1996	1997	1998
38	88 779	167 606	182 487
39	104 488	329 979	604 480
40	6 101	120 322	62 341
41	0	0	0
42	1 963	13 053	2 861
43	0	0	0
44	882	0	18 171
45	0	0	0
46	0	0	0
47	16 360	44 491	44 469
48	513	2 419	7 978
49	32 715	24 187	34 745
50	0	0	0
51	0	0	0
52	306 387	511 249	505 546
53	0	0	0
54	5 486	7 681	544
55	0	533	0
56	3 320	13 867	7 496
57	19	0	7 289
58	0	0	0
59	0	32 702	3 388
60	0	0	0
61	41 971	100 320	92 298
62	1 358	157 572	12 600
63	13 921	19 011	10 511
64	103	4 429	1 833
65	0	3 432	203
66	100	0	6
67	0	0	0
68	118	30 689	40 967
69	5 300	0	147
70	879	5 044	9 722
71	0	0	9
72	2 510	18 747	13 691
73	57 058	31 571	10 849
74	8	4 462	207
75	0	439	0
76	120 401	256 011	341 036
77	0	0	0

Chapitre du SH	1996	1997	1998
78	0	0	0
79	0	0	0
80	0	0	0
81	0	0	0
82	777 786	1 010,606	1 388 016
83	35 496	43 305	18 504
84	3 943 019	3 231 351	2 594 979
85	6 669 596	28 081 074	18 745 881
86	0	0	0
87	71 070	3 156 037	123 232
88	3 183	830 406	7 854
89	3 878 080	0	1 971
90	1 520 706	2 623 736	366 059
91	596	4 763	4 170
92	0	0	0
93	22 826 513	18 175 319	1 680 820
94	694	135	4 333
95	5 965	535	48 286
96	17 366	2 889	8 107
97	0	0	0
Total	48 456 319	72 166 028	35 588 183